

Questions orales

Ce qui est important au sujet de cette approche, c'est qu'elle a l'aval des dirigeants des pays de la ligne de front. Je renvoie le chef de l'opposition aux propos de ceux qui connaissent le mieux la situation en Afrique du Sud. Le président Mugabe a dit à notre premier ministre—et je voudrais citer ses propos parce que je vois que cela fait rire le chef de l'opposition. M. Mugabe a dit à notre premier ministre, en privé et en public, qu'il appuie les mesures contre l'apartheid prises par le Canada, et que de nouvelles mesures ne sont plus nécessaires pour le moment.

● (1120)

Je dirais que c'est une façon cohérente et fructueuse de faire pression sur l'Afrique du Sud.

M. Turner (Vancouver Quadra): Je suis persuadé que la ministre des Communications, dans son rôle de suppléante du premier ministre, ne se sentait pas très à l'aise en félicitant le premier ministre de n'avoir pas tenu parole.

L'IMPOSITION DE SANCTIONS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le 13 septembre 1985, une semaine auparavant, à la Chambre des communes, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait la déclaration suivante:

Que le gouvernement d'Afrique du Sud ne se leurre pas, nous sommes prêts à aller jusqu'au bout s'il ne prend pas des mesures décisives pour mettre fin au régime d'apartheid.

C'était le 13 septembre 1985. La situation, comme le ministre le sait, s'est détériorée depuis.

Le premier ministre a réaffirmé cette position devant les Nations Unies, le 23 octobre 1985, et encore une fois à la Chambre des communes, le 28 octobre 1985, en des termes presque identiques. Pourquoi le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont-ils fait ces promesses au monde entier, et aux Canadiens, s'ils n'ont pas l'intention de les remplir? Ils n'ont parlé ni de sanctions partielles ni d'embargos sur les voyages, mais de rupture des relations diplomatiques et de l'imposition de sanctions économiques complètes.

La situation s'est détériorée en Afrique du Sud. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas respecté sa parole hier en imposant des sanctions complètes et en rompant les relations diplomatiques?

L'hon. Flora MacDonald (premier ministre suppléant): Monsieur le Président, le gouvernement canadien a pour politique de procéder de façon délibérée et systématique vers l'imposition de sanctions complètes, et c'est ce qu'il fait. Cette méthode est approuvée par la majorité des membres du Commonwealth, par les dirigeants des États de la ligne de front en Afrique centrale et par ceux qui connaissent le mieux le drame qui se joue en Afrique du Sud et veulent vraiment faire quelque chose pour mettre fin au terrible fléau qu'est l'apartheid.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, la procédure systématique évoquée par le premier ministre suppléant n'est qu'une volte face déguisée par rapport à la position

prise il y a trois ans par le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Rendons-nous à l'évidence. Hier, le premier ministre s'est servi des Nations Unies pour préparer sa campagne électorale.

[Français]

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC L'AFRIQUE DU SUD—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le premier ministre avait déclaré qu'il imposerait des sanctions économiques totales et qu'il romprait les relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud, mais il n'a pas tenu parole.

Pourquoi a-t-il pris la peine de descendre à New York pour aller devant les Nations Unies, s'il n'avait pas l'intention, hier, de tenir parole et d'annoncer la rupture des relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud et de rompre toutes relations, soit diplomatiques, soit économiques, avec ce pays?

[Traduction]

L'hon. Flora MacDonald (premier ministre suppléant): Monsieur le Président, le cynisme et les honteuses tactiques du chef de l'opposition sont sans limites.

M. Epp (Provencher): C'est pourquoi il est en troisième place.

Mlle MacDonald: Le chef de l'opposition cherche à discréditer les Nations Unies . . .

Des voix: Oh, oh!

Mlle MacDonald: . . . et le discours que le premier ministre du Canada y a prononcé. Je suis absolument stupéfaite, monsieur, que sur une tribune comme les Nations Unies où l'on cherche à éviter l'esprit de parti . . .

Mme Copps: Et les sanctions?

Mlle MacDonald: . . . le chef de l'opposition essaie bassement de marquer des points pour son parti dans l'espoir de regagner la faveur du pays. C'est absolument répréhensible.

M. Gauthier: À l'ordre! Elle ne répond pas à la question.

Mlle MacDonald: Les Canadiens sont beaucoup plus à l'écoute de ce qui se passe dans le monde que le chef de l'opposition.

* * *

LES SPORTS

LES JEUX OLYMPIQUES—L'ATHLÈTE CANADIEN DISQUALIFIÉ—LA SUSPENSION À VIE DE L'ÉQUIPE NATIONALE

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse elle aussi à la suppléante du premier ministre, et a trait à l'affaire Ben Johnson. Tout au long de cette affaire, les décisions du gouvernement ont été contradictoires et certes pour le moins inquiétantes.